La lettre

des communistes de la région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon

N° 10 LUNDI 11 JANVIER 2016

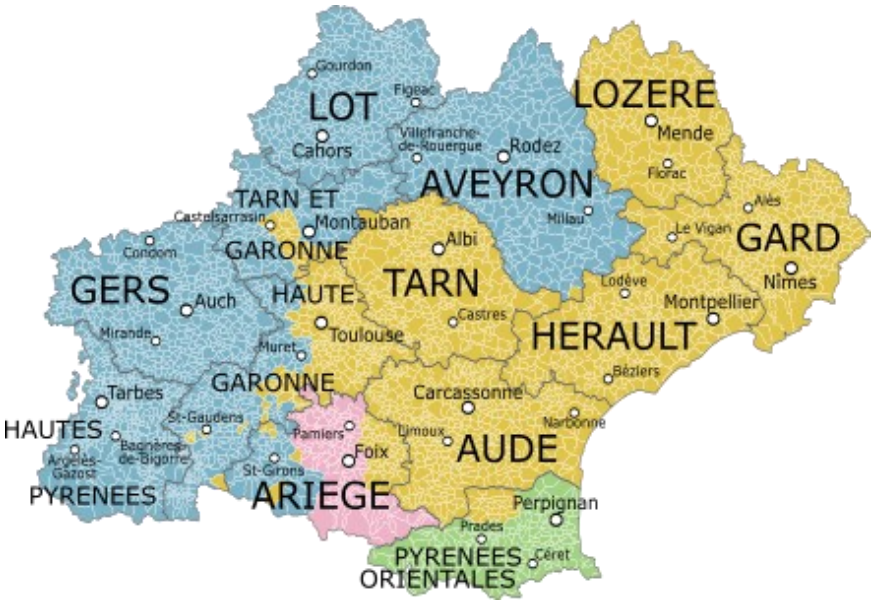
L'EDITO

C'est installé, au travail donc !

Le nouveau conseil régional Languedoc Roussillon Midi Pyrénées est installé. Il est présidé par Carole Delga et a une majorité rassemblant l'ensemble des forces de gauche et écologistes. C'est une situation unique dans le pays. Les trois élu-e-s du Parti de gauche et l'élu de la Nouvelle Gauche Socialiste ont choisi de s'abstenir dans le choix entre la candidate du FN et la candidate PS pour la présidence du Conseil régional. Face à l'extrême droite, c'est un choix politique qui nous a paru inacceptable.

Au regard de la situation nationale, les sept élu-e-s communistes et Serge Regourd, apparenté, sont les seul-le-s élu-e-s communistes et apparenté à siéger dans une majorité régionale et à participer à l'exécutif régional. Nous avons deux vice-présidences sur des sujets au cœur des compétences régionales (transports et mobilité d'une part, services publics, solidarités, vie associative et logement d'autre part), la présidence de l'importante commission « Culture, communication, patrimoine, audiovisuel et langues catalane et occitane », quatre membres dans la commission permanente…

C'est donc bien loin de la dissolution ou d'un affaiblissement de notre place, surtout si la comparaison est faite avec la situation dans les deux précédents conseils régionaux ou avec celle dans les autres régions… . Les camarades n'ayant plus de représentants au conseil régional ou ceux ayant des représentants dans l'opposition souhaiteraient une situation proche de la nôtre. D'ailleurs, lors des déclarations d'explications de vote après l'élection de la présidente, les élu-e-s communistes et apparenté ont été clairement identifié-e-s et les premiers à désigner le danger de l'extrême droite. Ce sont les faits loin de toutes les interprétations, voire les manipulations de la réalité.



Une autre était d'engager la mise en place d'un comité régional du PCF. Comme cela a été annoncé à plusieurs reprises, une réunion se tiendra le 30 janvier à Carcassonne. Nous y revenons dans cette lettre. Une conférence régionale statutaire pourra être convoquée dans la dynamique de la préparation du congrès du parti et des conférences départementales.

Au terme de cette première partie, je veux remercier sincèrement et chaleureusement toutes celles et ceux qui ont contribué à ce résultat, certes que nous aurions souhaité plus large, mais qu'il convient d'apprécier objectivement dans le contexte national de décembre 2015… et au regard des élections territoriales précédentes, municipales et départementales.

Au travail pour les conseiller régionaux en lien avec les communistes des treize départements…

Jean-Luc Gibelin

LES ELU-E-S COMMUNISTES ET APPARENTE

Patrick CASES
Pyrénées-Orientales

Marie PIQUE
Lot
15e vice-présidente en charge des Solidarités, des services publics, de la vie associative et du logement
Membre de la commission permanente

Nicolas COSSANGE
Hérault

Serge REGOURD
Tarn-et-Garonne
Président de la commission « Culture, communication, patrimoine, audiovisuel et langues catalane et occitane »
Membre de la commission permanente

Jean-Luc Gibelin
Gard
6ème vice-président en charge des Mobilités et infrastructures transports
Membre de la commission permanente

Dominique SATGE
Haute-Garonne
Membre de la commission permanente

Yolande GUINLE
Hautes-Pyrénées

Mylène VESENTINI
Aude

FOCUS

L'EXPLICATION DU VOTE DES ELU-E-S COMMUNISTES ET APPARENTE POUR LA PRESIDENCE DU CONSEIL REGIONAL

Les élu-e-s communistes et apparenté sont pleinement engagé-e-s pour que la majorité réunissant l'ensemble des forces de gauche voulue par les électrices et les électeurs dès le 6 décembre dernier, réussisse et réponde aux attentes de nos concitoyen-ne-s dans les treize départements de notre région. C'est la raison pour laquelle nous allons voter pour Carole Delga comme présidente du conseil régional.

Lors du second tour, nous avions fait le choix du rassemblement pour contrer dans les urnes la menace du FN. Désormais il nous appartient d'être vigilant à ce que les politiques menées par l'assemblée régionale combattent l'extrémisme à sa source, sur le terrain de l'emploi, du mieux vivre et du vivre ensemble. Les élus communistes s'inscriront dans toutes démarches régionales qui iront dans ce sens, seront dans et hors l'assemblée aux cotés des salariés, des privés d'emplois, des retraités et des jeunes dans leurs aspirations légitimes à vivre et travailler dignement.

Face à la crise politique et à l'influence dramatique de l'extrême droite, il est indispensable d'affirmer la volonté forte d'une assemblée régionale en prise avec les exigences s'affirmant dans les bassins de vie, les mobilisations sociales comme citoyennes et leur donnant ici un relais institutionnel.

A l'opposé des volontés de recomposition au centre droit et des renoncements politiques, nous avons dans notre région la possibilité de faire prévaloir d'autres orientations de fond que les politiques d'austérité impulsées à l'échelle nationale comme européenne.

Nous sommes conscients que des engagements ne suffiront pas, que les futurs élu-e-s régionaux seront confrontés à un rapport de force politique incessant avec les choix du gouvernement comme avec les contraintes imposées par l'Union européenne… La bataille n'est pas terminée. Nous sommes clairement opposés à la perspective de déchéance nationale utilisée dans notre pays à l'époque du funeste Etat de Vichy.

Les élu-e-s communistes et apparenté ont décidé de ne pas uniquement s'inscrire dans la seule gestion régionale, mais de trouver des leviers politiques notamment dans la jonction avec le mouvement syndical, associatif, intellectuel et culturel pour assurer la réussite de politiques publiques déterminantes pour le vivre ensemble.

Il est indispensable d'ouvrir des perspectives, de l'espoir pour que la politique retrouve du sens pour les habitant-e-s de notre région. Nous sommes déterminé-e-s à tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes des concitoyen-ne-s.

Intervention prononcée par Jean-Luc Gibelin lors de la séance d'installation du conseil régional.

La nouvelle vie de cette publication…

Les élu-e-s communistes et apparenté vont avoir besoin d'un lien permanent avec les fédérations. Parce que, depuis le début, nous avons engagé le processus en lien avec les fédérations, en associant systématiquement les secrétaires départementaux, en mettant en place cette lettre hebdomadaire durant la campagne, nous proposons de poursuivre cette relation de transparence et de confiance. C'est le meilleur moyen pour éviter les interprétations, les déformations, le colportage de rumeur ou de fausses informations… dans la mesure où cette lettre est diffusée !

Nous proposons donc de la poursuivre de manière mensuelle comme lien des élu-e-s communistes et apparenté ; elle pourra servir ultérieurement au comité régional que nous allons mettre en place comme cela avait été demandé dès le mois d'avril dernier lors du lancement du processus pour les élections régionales. En ce sens, une réunion des fédérations est programmée le samedi 30 janvier à partir de 10 heures à Carcassonne dans la même configuration que la réunion de fin avril 2015, c'est-à-dire avec trois ou quatre représentant-e-s des fédérations et les élu-e-s communistes du conseil régional. Cette réunion lancera le processus qui aboutira à la convocation d'une conférence régionale qui élira un comité régional indispensable à l'action des élu-e-s communistes et apparenté.

Notre camarade, René Granmont des Pyrénées-Orientales a accepté de continuer de nous réaliser la maquette de cette lettre et de nous aider plus globalement dans sa réalisation. Qu'il en soit ici sincèrement remercié.

Le prochain numéro sera donc daté de février 2016.

L'ORGANISATION DU GROUPE ET DES DELEGATIONS...

L'organisation des élu-e-s a fait l'objet de plusieurs réunions téléphoniques des élu-e-s auxquelles les secrétaires départementaux ont été associé-e-s comme cela est le cas depuis le début du processus de ces élections.

La question est rapidement venue de la forme pour poursuivre la dynamique de rassemblement du premier tour. Il ne s'agit pas de la dissolution des partis politiques en l'occurrence du Parti communiste mais de réfléchir à rendre cette dynamique pérenne autant que possible. Nous avons proposé deux groupes EELV et partenaires d'une part et Front de Gauche élargi d'autre part et un inter groupe « *Nouveau monde en commun* » pour le travail en commun. Nous avons porté cette proposition car plusieurs secrétaires départementaux se sont fait l'écho de la demande, parfois actée par un vote, de conseils départementaux de l'existence d'un groupe Front de gauche ou communiste. Cette proposition n'a pas été acceptée par nos partenaires de la liste, la proposition étant plutôt d'avoir un groupe « *Nouveau monde en commun* » avec deux délégations autonomes avec deux co-président-e-s EELV et partenaire d'une part, Front de gauche élargi d'autre part.

Les élu-e-s PG, NGS et Ensemble ! ont clairement choisi la proposition d'un groupe et deux délégations… Cela signifiait que le choix qui restait aux élu-e-s communistes était soit d'accepter la proposition d'un groupe avec deux « sous-groupes », soit de constituer un groupe des élu-e-s communistes. Dans un cas, ce sont deux entités de 13 et 14 membres, dans l'autre c'est un groupe de 7 élu-e-s communistes et 20 élu-e-s du rassemblement « *Nouveau monde en commun* »…

Lors de la réunion des élu-e-s fin décembre, nous avons poussé le plus possible notre proposition avec y compris une suspension de séance. A ce moment-là, une nette majorité des élu-e-s communistes et apparenté s'est prononcé pour le groupe « *Nouveau monde en commun* » et les deux délégations en précisant que la délégation « *Front de gauche élargi* » serait présidé par un communiste, Patrick Cases. La délégation EELV et partenaire est présidée par une femme.

Il a été acté que les deux délégations (EELV et partenaires d'une part, Front de gauche élargi d'autre part) auraient des moyens identifiés, que le groupe « *Nouveau monde en commun* » aurait deux co-président-e-s associé-e-s à la conférence des présidents, deux co-trésorier-ère-s, deux co-vice-président-e-s…

Dans les moyens affectés aux élu-e-s, il y aura un-e attaché-e par vice-présidence, un-e attaché-e pour les élu-e-s communistes et un-e collaborateur-rice en charge de la communication et des réseaux sociaux... Des contacts ont été pris avec le secteur cadres du CN et la JC. Si des camarades de fédérations sont intéressé-e-s, qu'elles et ils se fassent connaitre rapidement. Partager la démarche de rassemblement et de travail unitaire est un paramètre important…

Là encore, ce sont simplement les faits. Il ne s'agit pas d'une disparition ou d'un effacement du parti, encore moins d'un « laboratoire politique », mais d'une situation concrète et d'une décision démocratique prise en toute transparence. D'ailleurs, notre place dans la majorité, notre intervention en tant que tel durant la séance d'installation, les responsabilités qui nous sont confiées sont autant d'actes qui concrétisent notre visibilité.

Enfin, pour compléter l'information, il est utile de préciser que le nombre d'élu-e-s nécessaire à la constitution d'un groupe sera sans doute de 4 et, de toutes façons, inférieur à 7, c'est-à-dire que si la situation politique l'exige, les élu-e-s communistes pourront constituer un groupe le cas échéant…

L'EXPRESSION DU GROUPE *NMEC* SUR LA DECHEANCE DE NATIONALITE

Début 2016, la déchéance de nationalité sera bien présentée dans le projet de réforme constitutionnelle qui sera proposée au vote du parlement. Ajoutée à la possible introduction d'une peine de sûreté après une condamnation judiciaire et à la constitutionnalisation de l'état d'urgence, François Hollande et son Premier ministre, Manuel Valls, prennent une direction de plus en plus autoritaire.

Plus grave encore, la déchéance de nationalité est une remise en question du principe du droit du sol, héritage républicain de la Révolution Française.

Bien loin d'avoir une quelconque utilité dans la lutte anti-terroriste, ces mesures peuvent être des armes aux mains des gouvernants pour faire taire toute contestation sociale.

Les 3000 perquisitions effectuées depuis la mi-novembre n'ont débouché que sur deux instructions en rapport avec le terrorisme. Par contre, les assignations à résidence et l'interdiction des manifestations ont visé directement ceux et celles qui voulaient se mobiliser pour l'urgence climatique au moment de la Cop 21, ou pour le soutien aux réfugié-e-s.

Cette politique est indigne d'un gouvernement qui se dit de gauche. Elle ne peut que renforcer les discriminations et suspicions, déjà existantes, à l'égard de l'autre, et plus spécifiquement des jeunes des quartiers populaires.

Dans un pays où le racisme croît, où les attentats de novembre se traduisent par un développement nouveau de la xénophobie et de l'islamophobie, dont les déclarations provocatrices récentes de R. Ménard, maire de Béziers, contre les "musulmans pyromanes" sont une autre illustration, après les événements très graves qui se sont déroulés en Corse, il est nécessaire de s'opposer avec intransigeance à ces mesures.

Nous nous devons donc d'interpeller la majorité au sein de la nouvelle assemblée régionale afin qu'elle se prononce contre ces mesures arbitraires et attentatoires aux libertés démocratiques, puisqu'en plus de la déchéance de la nationalité, elles remettent en cause le droit de manifester par l'instauration incohérente d'un état d'urgence ou d'exception permanent.

L'esprit de ces mesures est contradictoire avec les valeurs que nous défendons pour notre région : une région ouverte sur le monde, solidaire et égalitaire.

Il serait un honneur pour notre nouvelle région que cette dernière se prononce contre ces mesures. Déjà des élu-es de la majorité gouvernementale actuelle l'ont fait. Nous ne pouvons que nous en féliciter et nous encourageons les autres élu-es à faire de même.

Toulouse le 4 janvier 2016